



Analyse de la question démographique et des politiques démographiques au Xinjiang.

Li Xiaoxia

Chercheuse, cheffe du département d'études des minorités de l'institut de sociologie du Xinjiang

On a toujours accordé une grande attention au problème démographique du Xinjiang, principalement pour des raisons liées à la stabilité de la région. Il faut d'emblée souligner un certain nombre de points importants : Tout d'abord, d'un point de vue politique, la question démographique et le planning familial sont la cible des « trois fléaux » et des attaques des forces anti-chinoises internationales qui sous prétexte de droits de l'homme nient la contribution du planning familial et des politiques démographiques au développement économique et social. Par ailleurs, d'un point de vue social, 1) la croissance démographique des minorités ethniques du Xinjiang est trop rapide ce qui ne cesse d'accroître la pression sur les ressources naturelles et sociales et rend difficile l'amélioration qualitative de la population et la solution du problème de la pauvreté et a in fine des conséquences pour la stabilité sociale. 2) l'écart entre la population des minorités ethniques et celle des Hans ne cessent de grandir ce qui fait que certaines zones deviennent « mono-ethniques » de manière très visible et que les échanges entre les diverses ethnies ne sont pas suffisamment fréquents, ce qui cause la concentration d'éléments ethniques, religieux et régionaux et contribue à renforcer le sentiment que la zone appartient à une seule ethnie tout en affaiblissant le sentiment de reconnaissance de l'Etat et de l'appartenance à la nation chinoise, ce qui influence la stabilité de la région. Pour cette raison, contrôler l'accroissement de la population des minorités et ajuster la composition ethnique des zones concernées sont considérés comme des moyens importants de réaliser la stabilité du Xinjiang. Or la croissance démographique du Xinjiang et la composition de sa population sont liées aux politiques démographiques. Cet article analyse l'évolution de la population du Xinjiang en se plaçant sous l'angle du développement et de la structure ethnique de sa population en mettant l'accent sur l'influence de la mise en place des politiques de planning familial et discute de la possibilité et de l'efficacité d'ajustements de ces politiques.

1 L'évolution des politiques démographiques au Xinjiang et leurs particularités.

Par politique démographique, on entend le contrôle ou l'influence par des moyens politiques des changements de la taille et de la qualité de la population, ce qui inclut généralement les politiques

matrimoniales et les politiques de natalité mais aussi quand il est question de la population d'une région spécifique, les politiques de transfert de population. Les conduites matrimoniales et de natalité humaines sont des conduites sociales et sont le résultat de la combinaison de différents facteurs économiques, sociaux et culturels. Dans le cadre de la monogamie et dans les limites légales encadrant le mariage et la natalité, les principales politiques de notre pays pour influencer directement l'évolution naturelle de la population sont les limitations des comportements reproductifs des couples mariés : La détermination d'un âge minimum pour se marier qui influence le moment où les comportements reproductifs commencent ; la limitation des naissances qui influence l'évolution du taux de natalité ; les politiques de primes et d'amendes qui influencent la convergence des conceptions sociales vis-à-vis du mariage et de la reproduction avec les politiques.

Dans les années 70 du siècle dernier, le pays a mis en place une politique de planning familial et a encouragé les mariages et les naissances tardifs et la qualité des naissances sur la quantité. Le Xinjiang, en tant que zone autonome à population majoritairement issue des minorités ethniques, a fondamentalement suivi l'évolution des politiques démographiques nationales mais des différences ont existé au niveau du moment de mise en action et du degré des limitations entre les Hans et les minorités ethniques.

(1) les politiques de contrôle de la croissance démographique naturelle.

Au niveau de l'âge légal du mariage. L'âge légal minimum du mariage se fonde généralement sur la tradition culturelle et la réalité sociale et a un effet limitatif et directif sur les comportements reproductifs et matrimoniaux. En 1950, la « loi du mariage de la RPC » a fixé à 20 ans pour les hommes et 18 ans pour les femmes l'âge légal ; après la révision de 1980, la loi du mariage a fixé le mariage à 22 ans pour les hommes et à 20 ans pour les femmes. La loi régionale du Xinjiang a fixé l'âge légal pour les Hans au même niveau que pour le reste du pays et deux ans plus tôt pour les minorités ethniques. Dans un complément à la loi du mariage du Xinjiang de 1952, les hommes des minorités ethniques peuvent se marier à partir de 18 ans et les femmes de 16. En 1981, la limite a été repoussée à 20 et 18 ans. Au même moment, il a été défini que tout mariage survenant trois ans au-dessus de l'âge légal devait être considéré comme un « mariage tardif » et que toute naissance intervenant une fois atteint l'âge du mariage tardif était considéré comme « naissance tardive ».

Au niveau du nombre de naissances. La limitation des naissances est une composante importante de la politique de planning familial de notre pays. Le planning familial a été mis en place à partir de 1973. Au Xinjiang, il a commencé en 1975 pour les Hans et en 1988 pour les minorités ethniques. Les distinctions principales dans l'application de cette politique concernent la population des villes par rapport à la population des campagnes et les Hans par rapport aux minorités ethniques. Mise en œuvre officiellement en 1992, « la directive pour le planning familial de la région autonome ouïghour du Xinjiang » a été plusieurs fois modifiée. La politique [de planning familial pour le Xinjiang détermine [les règles suivantes] : Un couple urbain han peut avoir un enfant, un couple des minorités deux ; un couple rural han peut avoir un ou deux enfants et un couple rural des minorités trois, sous certaines conditions, après approbation officielle, un enfant supplémentaire peut être autorisé ; si l'un des deux membres du couple est issu des minorités, le couple suit la règle des minorités ; si un des deux membres du couple est citadin, le couple suit la règle des citadins. L'intensité avec laquelle les mesures ont été mises en œuvre est variable selon les zones : par exemple, dans le xian de Moyu de la préfecture de Hotan au sud du Xinjiang, les mesures ont été mises en œuvre dès 1979 pour la population Han avec un seul enfant pour les couples urbains et trois enfants pour les couples ruraux puis en 1990, elles ont été harmonisées avec le reste de la région. A partir de mai 2012, les trois régions du sud du Xinjiang (Hotan, Kashgar et la zone autonome Kirghiz de Kizilsu) ont harmonisé les règles entre les Hans et les minorités et les Hans ont également pu avoir deux ou trois enfants selon qu'ils venaient de la ville ou

de la campagne. En mai 2014, lors de la deuxième réunion de travail central sur le Xinjiang, le secrétaire général Xi Jinping a exigé que « soit mise en place un planning familial égal pour toutes les ethnies dans le sud du Xinjiang ». En octobre 2015, la mise en place au niveau national de l'autorisation pour les couples d'avoir deux enfants a surtout concerné au Xinjiang la population han urbaine.

Politique d'encouragement au planning familial. Au début de la mise en place de la politique de planning familial, il a été décidé de fournir aux couples qui prévoyaient d'avoir des enfants selon les règles des consultations gratuites ainsi que des primes. A l'inverse, des amendes et des limitations ont été prévues pour les couples qui ne les respectaient pas. En 1990, après la mise en place de l'économie de marché socialiste au niveau national, la mise en œuvre des mesures a évolué d'un accent sur le contrôle à un accent sur les incitations, de « punir les naissances excédentaires » à récompenser « les naissances limitées ». Les politiques d'incitation au Xinjiang ont été d'une plus grande ampleur. Par exemple, quand le Xinjiang a mis en place les « trois systèmes » nationaux de planning familial (2005 système d'aide au planning familiale des familles rurales, 2006, plan pour les zones de l'ouest « peu de naissance, vite riche » de planning familial », 2008, système d'aide spécial pour le planning familial), des mesures incitatives supplémentaires ont été mises en place au niveau local avec des allocations et des primes pour les familles qui suivaient le planning familial. Par exemple, dans la mise en œuvre du plan « peu de naissance, vite riche » dans la région autonome en 2008, une prime de 3000 yuan est donnée aux familles qui respectent le planning. En 2013, 303 600 familles en avaient bénéficié et 738 millions RMB alloués. La même année, dans les trois régions du sud du Xinjiang, un système de primes spéciales pour les familles rurales a été mis en place et élargi progressivement à partir de 2010, jusqu'à couvrir 70 localités en 2013 et a attribué 1 milliard 895 millions de RMB, en 2010, une mesure consistant à attribuer un certificat d'honneur et une prime unique de 3000 RMB aux travailleurs âgés non-attachés à une unité de travail des villes. En 2007, une politique de points supplémentaires pour les enfants des familles ayant obtenus un « certificat d'honneur » a été mise en place (5 ou 10 points supplémentaires) dont avaient bénéficié 72 300 étudiants en 2013. Les autorités de différents niveaux ont aussi considérés ces politiques incitatives comme une manière importante de garantir et d'améliorer la vie des citoyens, et ont mise en place différents mesures incitatives. A la fin de 2014, le xian de Moyu avait déjà délivré à 24 000 foyers un certificat d'honneur en attribuant en moyenne une prime en liquide de 3447 RMB.

(2) les politiques de déplacement de population.

Ce que l'on entend dans cet article par politique de régulation des déplacements de population désigne non seulement les déplacements organisés par le gouvernement mais aussi les mesures et l'attitude [des autorités] destinées à favoriser la bonne installation des personnes qui décident de leur propre chef de se déplacer. Le Xinjiang se situe à la frontière de notre patrie, la défense du pays et son développement demandent une grande quantité de force de travail. Après la fondation de la Nouvelle Chine, le pays a appelé les villes et les provinces de l'intérieur à aider les zones frontalières dans leur développement. Auparavant, un grand nombre de personnes de tout type sont entrées au Xinjiang au cours de déplacements organisés dans le cadre professionnel, après les études, dans le cadre de l'engagement militaire ou des mouvements de jeunes vers les campagnes. Par exemple, durant les années 50 du siècle dernier, un grand nombre de cadres de l'intérieur sont venus renforcer la force d'organisations gouvernementales dans différents endroits et dans le même temps, des militaires ont changé de profession pour s'occuper de la gestion des affaires ou sont devenus des employés du Bingtuan ; en 1958, lors du deuxième plan quinquennal, le gouvernement central a décidé de transférer 2000 000 de jeunes gens robustes du Jiangsu, du Hunan, du Hubei et de l'Anhui pour aider à la construction du Xinjiang. En 1963, le pays a décidé, au niveau national, de manière planifié de déplacer de jeunes intellectuels citadins à la campagne et d'aider à la frontière. En 1966, le Xinjiang

avait accueilli 129 000 jeunes intellectuels citadins de Pékin, Tianjin, Shanghai etc. Après les réformes et l'ouverture de 1978, les déplacements organisés par l'Etat vers le Xinjiang ont diminué mais certaines formes d'immigration de travail ont continué d'exister. Par exemple, la province du Gansu a organisé de tels déplacements entre 1995 et 2006. Pendant cette période, le Gansu a envoyé 273 000 personnes de zones pauvres vers le Bingtuan et des fermes locales avec un taux de fixation d'environ 95%. D'après le recensement de 2000, le taux d'immigration du Xinjiang était de 12,7 ‰ et sur 5 ans, le solde migratoire net était de 950 100, au classement du taux d'immigration net, avec un taux de 10.3 ‰, le Xinjiang se classait en quatrième position derrière le Guangdong, Pékin et Shanghai. En même temps, le mouvement d'émigration hors du Xinjiang a toujours existé mais a toujours été une affaire de décision individuelle. Les gouvernements locaux du Xinjiang ont auparavant organisé des déplacements de force de travail agricole excédentaire vers les entreprises et les industries de l'intérieur qui avaient atteint avant 2009, plus de 100 000 personnes mais comme ce type d'engagement ne durait typiquement que deux ou trois ans avant un retour au Xinjiang, cela n'a eu que très peu d'impact sur le changement de la population.

Ces deux types de politiques ont eu un impact clair sur l'augmentation de la population du Xinjiang mais cet impact n'a pas été pareil pour les Hans et pour les minorités ethniques. Les politiques de soutien au déplacement de population ont surtout eu une influence importante sur la population Han puisque la population Han dans les provinces de l'intérieur constitue la majorité absolue de la population, les migrants vers le Xinjiang étaient essentiellement des Han. Les politiques de contrôle de l'accroissement naturel de la population ont eu une influence différente sur les minorités et les Hans. La principale caractéristique de la politique de contrôle de la population au Xinjiang est qu'elle est différenciée. D'abord, elle distingue les Han et les minorités et la différence se manifeste principalement par le fait que les exigences vis-à-vis des minorités sont plus lâches que vis-à-vis des Hans au niveau de l'âge légal du mariage, des objectifs de natalité, de la mise en œuvre plus tardive des mesures de planning familial pour les minorités. La deuxième différence est celle entre la ville et la campagne, les objectifs de natalité étant plus souples en milieu rural qu'en milieu urbain. Comme dans les campagnes du Xinjiang, les minorités sont plus nombreuses et que dans les villes, c'est les Han qui sont plus nombreux, cette différence ne pouvait pas ne pas se manifester comme une différence au niveau ethnique mais aussi au niveau régional, de sorte qu'un assouplissement des mesures de planning familial vis-à-vis des Hans du sud du Xinjiang favorisait les minorités ethniques du sud dans une grande mesure. Comme dans la population du sud du Xinjiang, (principalement Ouïghours), les minorités représentent la majorité absolue, un assouplissement des mesures du planning familial pour les Han n'a de lui-même que peu d'influence sur la croissance de la population locale. Les deux groupes ethniques qui composent la majorité numérique du Xinjiang sont les Ouïghours et les Han, en 2015, ils représentaient respectivement 11 27190 et 8 589 510 soit 49% et 37,4% de la population totale, ce qui représentait une augmentation de 2,4 fois et de 28,5 fois depuis 1949. Sur le graphe 1, on peut voir que la population ouïghoure a connu une augmentation stable mais que celle des Han a suivi une courbe irrégulière marquée par des vagues, ce qui montre qu'elle est caractérisée par l'influence conjuguée de l'accroissement naturel et du solde migratoire. Ces dix dernières années, la croissance de la population ouïghour s'est renforcée alors que celle des Han a ralenti, l'écart entre les deux s'est creusé, car les Han ont connu une croissance naturelle et une immigration qui avaient tendance à décliner alors que la croissance naturelle ouïghoure accélérât.

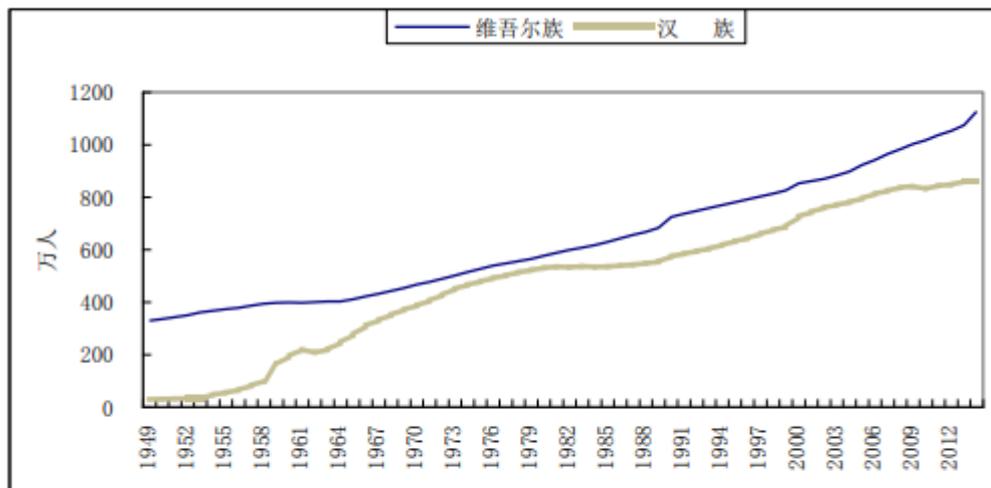


图 1、新疆维吾尔自治区维吾尔族与汉族人口变化示意图
数据来源：《新疆五十年》、《2015年新疆统计年鉴》

Figure 1 : Evolution de la population Ouïghoure et Han dans la région autonome Ouïghoure du Xinjiang
Axe Y (unité = 10 000)

2 Commentaires sur l'influence des politiques démographiques au Xinjiang.

La population du Xinjiang augmente rapidement. Lors du premier recensement en 1953, la population totale du Xinjiang s'élevait à 4 873 600 personnes, en 2010, lors du sixième recensement, elle s'élevait à 20 815 800 personnes, soit une augmentation de 3,3 fois en 57 ans. Le taux de natalité du Xinjiang a baissé de 40.7‰ en 1968 à 22.6‰ en 1978, avant de baisser plus lentement dans la période suivante jusqu'après 2001 où il s'est stabilisé aux alentours de 16‰, l'accroissement naturel se maintenant aux environs de 11‰ (voir figure 2). Le planning familial a été mis en place au milieu des années 70 pour les Han et à la fin des années 80 pour les minorités ethniques. Du point de vue du taux de natalité et de l'accroissement naturel, leur évolution n'a pas suivi exactement le rythme de la mise en œuvre du planning familial mais après celle-ci, ces deux indicateurs sont entrés dans un processus de lente baisse. Au début des années 90, il y a eu un petit pic d'augmentation qui s'explique parce qu'après la mise en œuvre du planning familial pour les minorités, il y a eu une phase de « naissances à l'arraché ».

Le niveau de natalité des minorités a toujours été plutôt élevé. Selon une enquête nationale de 1988 [...] les femmes ouïghours entre 1970-74 avaient en moyenne 6,13 enfants tout au long de leur vie, en 1985-1988, elles en avaient 5,4. Des données semblables pour les femmes Han des mêmes régions donnaient 5,2 et 2,5 enfants pour les mêmes périodes. En 1981, les minorités avec le plus grand nombre d'enfants par femme étaient les Tibétaines (5,84) et les Ouïghours (5,59) : en 1989, les ouïghours (4,65) et les tibétaines (3,80) ; en 2000, les khazakhs (3,195), les Ouïghours (3,156) et les Tibétaines (2,755). Comme on le voit, la natalité des femmes ouïghours a baissé durant les dernières décennies de manière visible mais est toujours restée à un niveau relativement élevé par rapport à la moyenne nationale.

Le taux de la mortalité a fortement baissé, ce qui a chez les Ouïghours qui avaient un haut taux de natalité maintenu une croissance démographique plutôt haute. Au début de la fondation de la nouvelle Chine, le taux de mortalité s'élevait à 20‰, l'accroissement naturel de la population était influencé de manière limitée par le haut taux de natalité. Avec l'élévation du niveau de soin et de la santé, au milieu des années soixante, le taux de mortalité était tombé en dessous de 10‰ et a continué ensuite à baisser de manière continue, l'accroissement naturel de la population et le taux de natalité ont varié de manière liée (voir figure 2). Dans un village ouïghour du xian de Yingjisha de la préfecture de Kashgar, de la fondation de la nouvelle Chine à 1983, 232 décès ont été enregistré avec un âge moyen de décès de 18,76 ans parmi lesquels on comptait 127 enfants de moins d'un an qui représentait 54,74% des décès. En 2016, l'auteur a fait une enquête dans le village qui avait enregistré 8 décès cette année-là, avec un âge moyen de 73,9 ans. En 2014 et 2015, le village avait enregistré 282 naissances avec un seul décès en bas âge.

La croissance rapide de la population du Xinjiang est la plus notable chez les Ouïghours du sud du Xinjiang. Selon les calculs réalisés à partir des données de « l'annuaire statistique annuel du Xinjiang », de 2003 à 2014, dans les quatre régions du sud du Xinjiang, la population Han était passée de 968 000 à 1 111 800, une augmentation de 15,5% (150 000), la population ouïghour était passée de 6 700 000 à 8 824 000, une augmentation de 31,6% (2 124 000), alors que pour la même période, l'augmentation de l'ensemble du Xinjiang était de 18,8%. Dans le xian de Moyu de la préfecture de Hotan (où les ouïghours représentaient en 2014 97,1% de la population), la population était de 309 000 personnes en 1987, de 472 000 en 2005 et de 569 000 en 2014 : elle avait donc presque augmenté de moitié en 27 ans. Si l'on ajoute encore les personnes non-enregistrées non reprises dans les statistiques, l'augmentation de la population ouïghoure a été encore plus grande. Selon une enquête effectuée par l'auteur dans le xian de Moyu en 2012, 16 000 personnes non enregistrées l'avaient finalement été et [on estimait qu']il restait encore environ 12 900 personnes non-enregistrées. D'après les estimations des personnes concernées, la proportion des personnes non-enregistrées dans les statistiques représentait peut-être 8 à 10% de la population totale. Dans le Xiang de Liangru xian de Hotan, en juin 2014, un comptage effectué maison par maison avait permis de trouver 920 enfants dont la naissance n'avait pas été déclarée depuis 2005, ce qui représentait 10,2% de la population de ce Xiang. Par ailleurs, selon « l'annuaire de statistiques du Xinjiang », en 2014, la préfecture de Kashgar (où les Ouïghours représentent 91,9% de la population) l'accroissement naturel était de 62‰, de 37‰ dans la préfecture autonome de Kizilsu, 18‰ dans la préfecture de Hotan et 10‰ dans la préfecture d'Aksou, ce qui indique que du point de vue de la croissance démographique, il y a des différences locales dans les quatre zones du sud du Xinjiang, le taux d'accroissement naturel de la population du district de Kashgar très haut et fluctuant (voir figure 2) doit avoir un rapport avec l'enregistrement de personnes non-enregistrées.

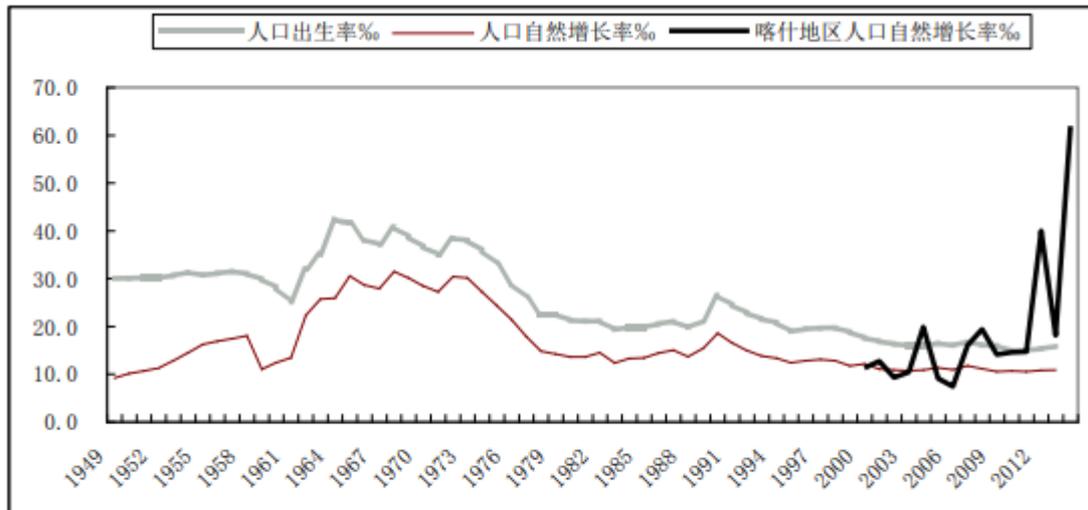


图2 新疆维吾尔自治区及喀什地区人口自然增长率与出生率变化示意图

数据来源：《新疆五十年》、《新疆统计年鉴》、《2012年喀什地区领导干部手册》

Figure 2 : Evolution de l'accroissement naturel (rouge) de la population et du taux de natalité (vert) de la RAOX et croissance naturelle de la préfecture de Kashgar (noir)

La croissance numérique rapide de la population ouïghoure du sud du Xinjiang s'explique par les raisons suivantes : 1. L'Etat a appliqué une politique de planning familial plus souple vis-à-vis des minorités ethniques que des Hans 2. Cette politique n'a pas été appliquée de manière complète et il y a un phénomène assez important de naissances non-planifiées 3. Parce que la structure d'âge de la population fait que le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants est élevé et que la période de pic de natalité s'est prolongée sur une longue période ; 4 qu'une partie de la population a subi l'influence de l'extrémisme religieux ou d'un nationalisme étroit et a délibérément enfreint les règles gouvernementales en faisant plus d'enfants qu'autorisé.

(1) Le problème de la souplesse des politiques de population

Comme expliqué plus haut, la plus grande caractéristique du planning familial au Xinjiang est qu'il est différent pour les minorités et pour les Han. La différence se marque de la manière la plus visible au niveau des normes de natalité : les minorités en ville peuvent avoir deux enfants et à la campagne 3, pour les couples remariés, le maximum d'enfants autorisés est de 4 en ville et 5 à la campagne. Si un enfant naît dans les limites autorisées et qu'il est affecté de maladie, un enfant supplémentaire est autorisé. Chez les Ouïghours du sud du Xinjiang, les divorces et les remariages sont relativement répandus, en particulier à la campagne. En 1995, à Hotan, les divorces représentaient 57,8% des mariages et 48,5% en 1999 ; pour ces deux années, le taux brut des divorces s'élevaient à 6,83‰ et 6,29 ‰, ce qui se situait parmi les plus élevés du monde. De 2010 à 2013, la préfecture de Kashgar a enregistré environ 65 000 mariages par an et 22 000 à 26 000 divorces ont été enregistrés et prononcés par un tribunal, la proportion des divorces représentant environ 35% à 40% des mariages. Le phénomène des mariages multiples a eu pour conséquence 1 l'augmentation des naissances autorisées dans le cadre du planning familial 2 un renforcement du désir d'enfants chez les couples remariés 3. La dissimulation aisée du nombre exact d'enfants chez les couples remariés. La politique de natalité a autorisé les minorités à avoir un enfant supplémentaire par rapport aux Han mais en réalité, comme on comptait beaucoup de couples remariés dans le sud du Xinjiang, le nombre de personnes pouvant bénéficier de naissances supplémentaires étaient aussi relativement plus élevé.

Le mariage et la natalité précoce ont pour effet de réduire l'écart entre les générations, de raccourcir la période de reproduction de la population, et dans un contexte où le taux de natalité ne varie pas d'accélérer l'augmentation de la population. L'âge légal minimum du mariage pour les minorités est de deux ans inférieurs à celui des Han, ce qui est conforme aux traditions de mariage précoce des minorités. Dans les années 50, l'âge moyen au premier mariage des femmes ouïghoures dans le xian de Moyu était de 14,5 ans, en 1984, de 17,3 ans, soit 5,2 ans en dessous de la moyenne nationale pour les femmes des campagnes de la même année (22,2 ans). En 2000, lors du 5^{ème} recensement 41,5% des femmes ouïghours se mariaient avant 17 ans et 25,1% des hommes avant 19 ans, ces proportions au niveau national étant de 9% et de 10%. La fréquence des mariages précoces entraînait un taux de natalité précoce plutôt élevé. Selon une enquête nationale de 1988, à l'âge de 18 ans, 10% des femmes ouïghours avaient déjà eu un enfant, certaines en ayant déjà eu deux voire trois. En moyenne, les femmes ouïghours de vingt ans avaient 0,6 enfant.

Durant les dernières années, avec l'élévation du niveau d'éducation des femmes, l'évolution des conceptions concernant le mariage et le renforcement et la généralisation de l'application de la loi, la situation des mariages précoces a été fortement améliorée. En 2015, un Xiang du Xian de Yingjisha, sur 102 mariages, 47 étaient des mariages tardifs, une augmentation de 23,9% par rapport à l'année précédente et on ne comptait aucun mariage précoce. Dans certains endroits, on a fait la promotion des mariages tardifs : Par exemple dans un village du xiang de Baren du xian de Shule, un « contrat des citoyens du village » a décidé de manière civilisée « qu'une fois atteint l'âge légal (20 ans pour les filles et 22 ans pour les garçons), il fallait faire un certificat de mariage légal (Enquête de l'auteur en 2015).

(2) Le problème de l'application des politiques de population

Avant que l'Etat n'ait décidé de mettre en œuvre le planning familial, il y avait déjà des personnes des minorités désireuses de prendre des mesures contraceptives. Selon une enquête de 1984 auprès des femmes ouïghoures du xian de Moyu de la commission du planning familial du Xinjiang, 1,8% des femmes avaient eu recours à des mesures contraceptives. En 1983, le responsable du dispensaire de soin d'un village du xian de Yingjisha a déclaré aux enquêteurs : Les habitants du village pensent généralement que l'enfant est un don d'Allah mais il y a des femmes qui pour des raisons de santé ou de vie difficile n'ont pas envie d'avoir plusieurs enfants. L'Etat fournit gratuitement aux personnes volontaires désireuses de prendre des mesures contraceptives des médicaments ou des opérations. Il avait lui-même, à 35 ans, 8 enfants et recourait à la contraception depuis plusieurs années de peur d'avoir 10 enfants ou plus. Après la mise en œuvre des politiques de planning familial, les femmes en âge d'enfanter ont eu fréquemment recours à des mesures contraceptives mais beaucoup de personnes l'ont fait de manière non spontanée sous la pression des règles du planning familial, ce qui fait que sa mise en œuvre a rencontré au début d'assez fortes résistances. Depuis de nombreuses années, la région autonome et le sud du Xinjiang ont effectué un grand travail pour contrôler la croissance démographique. Les autorités ont conçu et mis en œuvre de nombreuses mesures avantageuses destinées à encourager la population à suivre les règles du planning familial. Elles ont renforcé le travail de mise à disposition de techniques de planning familial et ont en même temps fermement combattu les naissances illégales. De 2012 à mai 2015, dix fonctionnaires ont été contrôlés en situation de naissances illégales : 8 ont perdu leur carte du parti et 6 ont été rétrogradés dans la hiérarchie.

De manière générale, le travail de planning familial effectué depuis plus de 20 ans a eu un effet visible sur la baisse de la croissance démographique du Xinjiang. En 2008, la préfecture de Kashgar comptait

658 000 femmes en âge de se marier. Pour les Han, le taux de conformité avec les mesures de natalité était de 99,92% et pour les minorités de 99,84%. D'après une enquête effectuée en 2009 dans la préfecture de Kashgar auprès des minorités sur les désirs en matière de natalité (8244 questionnaires récoltés), le nombre idéal d'enfant à la campagne était de 2,48 et dans les villes de 1,92. La proportion des habitants des campagnes qui donnaient pour nombre idéal plus que trois enfants étaient de 39,98%. Dans le Xian de Moyu, la proportion des naissances conformes au planning familial est passée de 77% en 1989 à 97% en 2015 et celle des mariages tardifs de 1,5% à 48,9%, la proportion de la population nomade à faire les démarches administratives est passée de 0,38% à 30,6%

Ces dernières années, beaucoup d'attention a été accordée au problème de la population non-enregistrée, les statistiques démographiques et les rapports du planning familial ont fait l'objet de nombreuses remises en question. Etablir avec précision la population pour obtenir des données exactes est aussi un travail important des services gouvernementaux. Dans un xian de la préfecture de Kashgar, on comptait en 2015, 845 000 habitants. Depuis la mise en œuvre du planning familial, on a comptabilisé 359 000 naissances entre 1984 et 2014, parmi lesquels on comptait environ 10,5% de naissances hors planning familial, ces naissances étaient majoritairement le fait de paysans, mais aussi d'une petite quantité de fonctionnaires, de membres ordinaires du parti et de cadres de village. Il faut insister sur le fait que les personnes non-enregistrées et les naissances hors planning ne se recouvrent pas complètement. Dans un village du Xiang de Wuqia du xian de Yingjisha, on a identifié 60 personnes dont la naissance n'avait pas été déclarée parmi lesquels on comptait 4 personnes hors planning. Selon les données disponibles, parmi les personnes non-enregistrées, une partie se trouve dans une situation de naissance hors planning. Les raisons pour lesquelles un grand nombre de personnes sont non-enregistrées, mis à part la partie des gens qui parce qu'ils avaient peur de devoir payer des frais d'éducation à la société parce qu'ils avaient trop fait d'enfants n'avaient pas déclaré le hukou de l'enfant, sont que le service d'enregistrement était trop éloignés, que les formalités n'ont pas été complétées (certificat de naissance de l'hôpital etc), que l'attitude des fonctionnaires chargés d'accomplir les formalités a suscité l'insatisfaction mais aussi que certaines personnes pensaient que faire un Hukou n'était pas important ou que sous l'influence de l'extrémisme religieux, certaines personnes ne voulaient pas effectuer les formalités légales de l'Etat.

La relative importance du phénomène des naissances hors planning familial au Sud du Xinjiang est liée au fait que les politiques de planning familiale n'ont pas été bien mise en œuvre. Depuis des années, les services de planning familial des villes et xian du sud du Xinjiang ont signalé rencontrer les difficultés et problèmes suivants dans leur travail : les budgets alloués au planning familial sont faibles, il est difficile d'obtenir les primes d'encouragement et leur efficacité est limitée ; le personnel disponible n'est pas suffisant, les salaires sont bas et le turn-over est important ; les tâches sont très lourdes, la pression est grande et il existe des problèmes de méthode etc. Ces dernières années, avec l'intensification du travail de maintien de la stabilité sociale au niveau de base, le personnel pour le planning familial a manqué sérieusement et a rendu plus visible la surcharge de travail. En 2015, l'auteur a effectué une enquête dans le xian de Shache (Yarkand) et les services de planning familial ont eu cette réaction : depuis l'attentat du 28/7/2014, le travail des services du gouvernement s'est concentré sur le maintien de la stabilité sociale et le personnel affecté au planning familial au niveau local a été en grande partie réaffecté à d'autres tâches, le travail de planning familial s'est trouvé quasiment à l'arrêt et le nombre de personnes qui n'ont plus eu accès à des mesures contraceptives a augmenté sans cesse. La rétribution des agents de base du planning familial est très basse¹ et le travail très important et lors du travail de gestion, il arrivait fréquemment de blesser les sentiments

¹ Un agent de promotion du planning familial de la campagne touchait une allocation de 50 yuan par mois dans la préfecture de Hotan en 2008, en 2015, dans le xian de Yarkand, cette allocation était de 250 yuan

des campagnards, en cas de problème, il fallait assumer les responsabilités professionnelles, ce qui décourageait de contrôler les personnes enceintes ou les naissances hors du planning. En 2014, quand des postes d'agent de base du planning familial ont été ouverts dans le xian de Yarkand, aucun candidat ne s'est présenté. Au niveau de base, les agents du planning familial manquent gravement. En 2015, dans le xian de Yarkand, on comptait un agent pour 15 000 personnes pour un rayon d'action de 130 kilomètres. En même temps, dans le travail de planning familial, on privilégiait les primes sur les amendes, le service sur la gestion ; les frais d'entretien envers la société étaient difficiles à collecter et les naissances illégales ne pouvaient pas être punies à temps par la loi ; au niveau des villages, le contrôle n'était pas suffisamment fort etc. problèmes qui rendaient la mise en application du planning familial difficiles et encourageaient les naissances hors planning. Par ailleurs, un certain nombre de mesures sociales sont calculées en fonction de la taille des familles ce qui d'un point de vue objectif, a un effet « d'incitation aux naissances ». « Les plus faibles doivent être absolument protégés, la tranquillité publique doit être assurée, les naissances illégales augmentent les revenus des familles » tout cela a conduit à des problèmes de personnes qui ne voulaient pas obtenir le certificat d'honneur du planning familial ou qui l'ayant obtenu ont changé d'avis et rendu le certificat.

Les politiques d'incitation (financière) au planning familial sont une mesure importante pour inciter la population à réduire les naissances mais dans leur mise en œuvre, elles ont souffert de manque de financement et d'un effet d'encouragement trop faible. Les sources de financement pour les primes, outre les fonds prévus par l'Etat, sont difficiles à rassembler au niveau du Xian et du Xiang. Dans le Xian de Cele de la préfecture de Hotan par exemple, on comptait en 2006 136 000 habitants. Pour les personnes à bas revenu, obtenir les « deux certificats » permettaient d'obtenir une prime unique de 2000 yuan ce qui avait un puissant effet incitatif qui a conduit le nombre de candidats à augmenter rapidement. Mais les revenus annuels de l'administration du Xian ne dépassaient pas les 1 200 000 yuan et ne couvraient que 6,375% des besoins, ce qui rendait difficile à financer les primes. Pour financer les primes de 530 familles d'éleveurs qui avaient obtenu les « deux certificats » en 2005, le niveau supérieur a financé une part (à hauteur de 500 yuan par famille soit en tout 265 000 yuan) , les finances du Xian une autre (300 yuan par famille soit en tout 159 000 yuan) et chaque famille a reçu un poste de télévision offert par l'Etat (valeur 500 yuan) , les services de lutte contre la pauvreté ont complété avec des primes de 700 yuan en nature ou en liquide. Les éleveurs ont fait des observations concernant cette manière d'inciter, par ailleurs comme les télévisions et la prime de lutte contre la pauvreté étaient destinées à des familles d'éleveurs dans la grande pauvreté alors que les éleveurs qui sollicitaient les « deux certificats » n'étaient pas dans leur majorité particulièrement pauvre ou avec des revenus particulièrement bas, les mesures de lutte contre la pauvreté et les primes d'incitation au planning familial sont entrées en contradiction. En 2007, la prime d'incitation « moins d'enfant, vite riche », l'aide destinée aux parents d'un enfant unique décédé ou affecté d'un handicap, la prime unique d'incitation pour les éleveurs avaient représenté pour l'état un financement total de 2 938 000 yuan et de 701 000 yuan financé au niveau local. Lors d'une enquête de l'auteur en 2008, les services de la préfecture de Hotan avaient informé que les politiques de primes d'incitation n'avaient eu aucun effet visible ; un cadre du service du planning familial du xian de Yarkand avait déclaré : « dans tout le xian, il y a 127 000 femmes en âge d'enfanter et quand on a installé le stand pour l'opération « moins d'enfant, vite riche », on n'a pas eu deux candidates ». Avec l'élévation du niveau de revenu des campagnards, l'attractivité des mesures incitatives a progressivement diminué et les gens ont tendance à faire autant d'enfants que permis. Les services du planning familial voudraient que le niveau des primes d'incitation à diminuer les naissances soient plus élevés.

Les politiques d'incitation (financière) au planning familial sont basées sur la théorie que les éléments économiques décident du niveau de natalité. On considère que la raison pour laquelle des comportements de forte natalité sont fréquents dans les zones en retard au niveau du développement est liée au besoin de force de travail des familles et des traditions d'élever vis-à-vis des enfants et des personnes âgées. Le gouvernement offrant des garanties économiques et apportant une solution aux appréhensions des parents peut diminuer le désir d'enfants. La mise en œuvre de ces politiques au Xinjiang, mis à part la question de la possibilité du financement par l'état, pose celle de l'efficacité de ces incitants à réaliser l'objectif de diminution des naissances. En 2015, l'auteur a effectué une enquête dans le sud du Xinjiang, les cadres du planning familial ont informé que d'une part beaucoup des bénéficiaires des primes ne pouvaient pas avoir d'enfants (en raison de leur âge ou pour des raisons de santé) et que d'autre part, ils espéraient que le niveau des primes serait revalorisé pour inciter les habitants à réduire de leur propre chef les naissances. L'auteur pense que, au Xinjiang, vis-à-vis de familles qui ont déjà atteint un niveau de vie suffisant, la tradition de bénéficier de nombreuses aides et des éléments religieux ont également une influence, 1 le coût de l'éducation des enfants est bas, avec des politiques de gratuité qui couvrent 15 ans (3 ans avant l'école primaire jusqu'au niveau du lycée) les dépenses à la campagne sont limitées ; 2 les parents ont des attentes basses vis-à-vis de leurs enfants et ne sont pas poussés par l'idée que leurs enfants pourront grâce à des études supérieures obtenir une place plus haute dans la société. Au contraire, avoir beaucoup d'enfants apporte aux parents un réconfort sentimental et le fait d'avoir un grand nombre d'enfants donne un prestige social et est conforme aux aspirations religieuses (les enfants sont un don d'Allah) ou aux discours nationalistes. Ces aspirations psychologiques ne peuvent pas être compensées par des intérêts financiers.

Le travail de planning familial au Sud du Xinjiang a aussi suivi un processus irrégulier. De la fin des années 70 à la fin des années 80, la population du xian de Moyu a augmenté de 2,3% par an, de la fin des années 80 à celle des années 90, de 1,6%. Mais depuis le début de ce siècle, la croissance de la population a accéléré et durant les 10 dernières années, elle a été de 2,4%, sans compter la population non-enregistrée. Dans un village du Xiang de Wuqia du Xian de Yingjisha (Yengisar), la population a augmenté d'un peu plus de 100 personnes par an durant les années 70. Au début des années 80, cette augmentation était de plus de 150 personnes, autour de 1995, elle était redescendue en dessous de 100 ; en 2006, elle était remontée et s'était stabilisée autour d'un peu plus de 100 personnes. Ces deux exemples montrent que les politiques de planning familial ont eu un effet visible au milieu des années 90 mais qu'après 2006, il y a eu un rebond et que la croissance de la population a accéléré. Ce qui explique cette accélération de la croissance démographique dans le sud du Xinjiang après 2006, c'est l'arrivée du quatrième pic de natalité du Xinjiang et le relâchement du travail de planning familial. En 2006, les « règles du planning familial et de la population de la région autonome ouïghour du Xinjiang » ont été modifiées : l'intervalle entre deux naissances a été redéfini de « ne peut pas être inférieur à trois ans » à « est encouragé à ne pas être inférieur à trois ans », et à supprimer la responsabilité pénale dans ce domaine ce qui a entraîné des « naissances denses » (trois enfants nés dans les 5 ou 6 ans suivant le mariage) et même des problèmes de naissances sans ordre et sans encadrement du planning familial. L'auteur, lors de ces enquêtes durant cette période, a rencontré de nombreux cas de naissances hors planning. L'auteur pense que faire passer le respect de l'intervalle entre les naissances d'« obligatoire » à « encouragé » a eu un effet sur le rythme des naissances et non sur leur nombre mais ce changement a donné à de nombreuses personnes le sentiment que les « politiques se relâchaient » d'autant plus qu'au même moment, on faisait la promotion et on mettait en place des mesures d'incitation financière au planning familial. On est passé d'une situation où « trop de naissances était puni » à une situation où « peu de naissances était encouragé », ce qui a empêché le bon travail de planning familial et a fait que certaines personnes ont décidé d'avoir beaucoup

d'enfants. De manière similaire, en 2012, quand on a autorisé les Hans du sud du Xinjiang à avoir deux enfants pour suivre le principe « même endroit, mêmes règles », certains cadres issus des minorités sur la logique que les politiques entre les Han et les minorités étaient différenciées ont pensé que cette évolution autorisait une naissance supplémentaire, ce qui a conduit à une augmentation des naissances hors planning. En 2015, quand la règle des deux enfants a été élargie à l'ensemble des Han du Xinjiang, des cadres des minorités du Nord du Xinjiang ont aussi estimé ou espéré que la règle vis-à-vis des minorités se relâchait. Les effets sociaux de ce type de modification des politiques sont dus au fait que les règles n'ont pas encore été intériorisées comme des choix personnels spontanés, les populations visées par ces politiques sont donc très sensibles aux variations de politique ce qui favorise une interprétation conforme à ses désirs et forme un concept social voire une pratique. Sur ce point, il faut évidemment ajouter l'influence de l'extrémisme.

Au niveau du problème de mariages précoces, on trouve le même genre de problèmes de mise en œuvre des politiques. D'après le recensement de 2000, parmi les hommes et les femmes ouïghours, l'âge modal du premier mariage était respectivement de 20 et 18 ans, ce qui représentent 19,9% des hommes et 19,1% des femmes, ce qui signifie que près d'un cinquième des ouïghours se marient pour la première fois à l'âge légal du mariage, ce qui montre le pouvoir limitant de l'âge minimum de mariage. Mais en même temps, comme déjà mentionné, le phénomène du mariage précoce n'a pas disparu au sud du Xinjiang et reste même fréquent dans certains endroits. D'un point de vue strictement professionnel, le mariage précoce peut être reconnu par les services gouvernementaux en falsifiant l'âge ou des documents. Par le passé, le système d'enregistrement de résidence et de mariage n'était pas achevé au sud du Xinjiang, et on ne demandait pas de prouver son âge au moment d'accomplir les formalités de mariage, l'âge pouvait faire l'objet d'une simple déclaration. En 1996, quand a été promulgué et mis en œuvre la réglementation « relative à l'enregistrement des mariages de la région autonome ouïghoure du Xinjiang », il a été exigé qu'au moment de l'enregistrement du mariage soient présentés le certificat de résidence, la carte d'identité, le certificat de situation matrimonial délivré par le comité de quartier du village de résidence ainsi que d'autres documents mais dans la pratique, comme dans la société paysanne, on accorde beaucoup d'importance aux sentiments des gens et aux relations, il était fréquent que pour finaliser un mariage, soient produits de fausses déclarations d'âge ou des certificats falsifiés. Ces dernières années, une grande insistance a été mise sur le respect de la loi dans la délivrance de certificats. Certaines villes ou certains Xian ont exigé que pour pouvoir enregistrer un mariage, il fallait avoir accompli 9 années d'enseignement obligatoire, et obtenu un diplôme de milieu d'études secondaires. Il a aussi été stipulé les autorités religieuses ne pouvaient organiser la cérémonie de « Nikkah » (cérémonie de mariage religieuse) qu'après avoir vu le certificat de mariage officiel. Les difficultés à faire enregistrer un mariage sont aussi à l'origine de la production de faux documents. En 2015, dans la préfecture de Kashgar, les services compétents ont signalé que la fréquence des faux documents étaient liées à la relative concentration des points d'enregistrement des mariages, ce qui rendait difficile pour le public de faire les formalités. Les 12 municipalités, les 173 bourgs de la préfecture de Kashgar comptabilisent une population de 4 480 000 habitants. A l'origine, il y avait 97 points d'enregistrement de mariage. A la suite d'une réorganisation en 2011, on n'en trouvait plus que 27 sur l'ensemble du territoire de la préfecture. Dans le Xian de Yecheng, on est passé de 14 points d'enregistrement à 3. En 2014, sur l'ensemble du Xian, on a enregistré le mariage de 8739 couples, pour 5 bourgs situés dans des zones montagneuses d'accès difficile, il était encore plus difficile d'accomplir les formalités de mariage. Un autre problème s'est posé dans certains Xian du sud du Xinjiang durant les dernières années, alors que les services gouvernementaux organisaient le transfert de la main d'œuvre agricole excédentaire, pour augmenter leur revenu et élargir leur vision du monde, des parents, en raison de leur ignorance et de leur peur de la société extérieure, inquiets que leur fille subisse de mauvaises influences à l'extérieur,

sous l'impulsion de personnes mal intentionnées, ont cherché des moyens de falsifier l'âge de leur fille ou de lui faire de faux documents afin de la marier précocement. Les services compétents n'ont à ce moment pas beaucoup prêté attention aux falsifications et aux mariages précoces, et ce laxisme dans la gestion a entraîné une augmentation des mariages précoces. Les phénomènes sociaux sont liés par des interactions réciproques, l'influence des politiques sociales a des effets globaux, leur ajustement demande des réflexions sur la situation générale afin d'en prévenir les effets indésirables.

(3) le problème de l'influence de l'extrémisme religieux

L'influence de la religion sur les comportements de mariage et de natalité a toujours existé. On considère par exemple que les enfants sont un don de Dieu (Allah) ou qu'il faut suivre la nature et refuser la contraception. On pense que pour le mariage, la cérémonie religieuse suffit (on l'appelle « Nikkah » en Islam) et qu'il n'est pas nécessaire de suivre les procédures légales d'enregistrement des mariages. Remplacer l'enregistrement légal du mariage par la cérémonie religieuse constitue non seulement un non-respect de la loi de l'Etat et une perturbation de la gestion normale de la société mais a aussi pour conséquence de favoriser les mariages précoces ou multiples ainsi que les naissances hors planning. Dans les campagnes du sud du Xinjiang, il était fréquent de simplement dire « Nikkah » sans accomplir les formalités officielles. En 1997, dans le Xian de Hotan, on a retrouvé plus de 1600 couples qui étaient seulement mariés religieusement sans avoir fait officialiser leur mariage et en 1999, dans le Xian de Moyu, on en avait identifié 3300 couples. Une des manifestations de l'extrémisme religieux est de ne pas reconnaître la loi de l'Etat, d'encourager à ne pas faire enregistrer le mariage, ni la résidence. Ces dernières années, le gouvernement a strictement exigé que les autorités religieuses ne prononcent « Nikkah » qu'après avoir vu le certificat de mariage civil afin de renforcer l'autorité de la loi de l'Etat et prévenir l'infiltration de la pensée extrémiste. En 2014, le Xinjiang a lancé une opération spéciale de lutte contre les comportements de mariage illégaux dont une des tâches consiste à contrôler ce phénomène de mariage uniquement religieux.

Sous l'influence de l'extrémisme religieux et du séparatisme ethnique, certaines conceptions traditionnelles relatives au mariage et à la natalité ont commencé à être respectées consciemment par certaines personnes. L'une d'entre elles est de ne pas avoir envie de recourir à la contraception. Les raisons pour lesquelles une personne peut ne pas désirer recourir à la contraception sont multiples : elle peut par exemple penser que les médicaments contraceptifs ont une mauvaise influence sur la santé ou affecteront la possibilité d'avoir des enfants par la suite. Elle peut aussi penser qu'utiliser des moyens contraceptifs extérieurs peut avoir une mauvaise influence sur le plaisir de la vie sexuelle ou que les parties intimes d'une femme ne peuvent pas être vues par des étrangers etc. Sous l'influence négative de personnes mal intentionnées, des cas extrêmement rares d'effets secondaires négatifs des mesures contraceptives ont pu être amplifiés exagérément. Certains s'opposent même ouvertement aux mesures contraceptives et suscitent chez les autres un sentiment de peur ou de dégoût. Une autre conception est de refuser la légitimité de l'Etat et de ne pas respecter la gestion normale de la société, de ne pas effectuer les formalités légales dans le cadre du mariage ou des naissances. Une troisième conception est d'encourager « au développement de l'ethnie » en favorisant délibérément la multiplication des naissances illégales. Bien que l'auteur ne soit pas en mesure de déterminer l'ampleur de l'influence de ces phénomènes, il est certain que ceux-ci font obstacle à la mise en œuvre des mesures de planning familial.

(4) Le problème de la structure des âges.

D'après l'analyse des services compétents, sous l'influence du cycle de reproduction, le Xinjiang a connu au 20^{ème} siècle, trois pics de natalité dans les années 60, 70 et 80 et est entré, à partir de 2005, dans un quatrième pic. « En raison de la structure des âges de la population, le nombre de femmes en

âge de donner naissance au Xinjiang a toujours maintenu une tendance à augmenter ». Durant la première moitié de 2014, le nombre de femmes en pleine période de fécondité est passé de 1 934 100 en 2013 à 1 858 000, la première baisse en 5 ans, ce qui annonce que le quatrième pic des naissances a été dépassé. Ce qui veut dire que le maintien du taux de natalité de la population du Xinjiang a un haut niveau est dû au très grand nombre de femmes en âge d'enfanter. Le pic de naissance entamé en 2005 a correspondu à l'entrée dans la maturité des jeunes femmes nées après 1990, c'est-à-dire la première génération après la mise en place du planning familial à atteindre l'âge d'enfanter. Concernant les raisons et la durée possible de ce pic de natalité, l'auteur n'a pas encore vu d'analyse convaincante. Mais d'après les recensements de 1990, 2000 et 2010, la proportion d'enfants ouïghours de 0 à 14 ans a fortement baissé de manière visible (voir figure 3). Ce qui signifie qu'après la mise en œuvre du planning familial, la croissance démographique a visiblement ralenti.

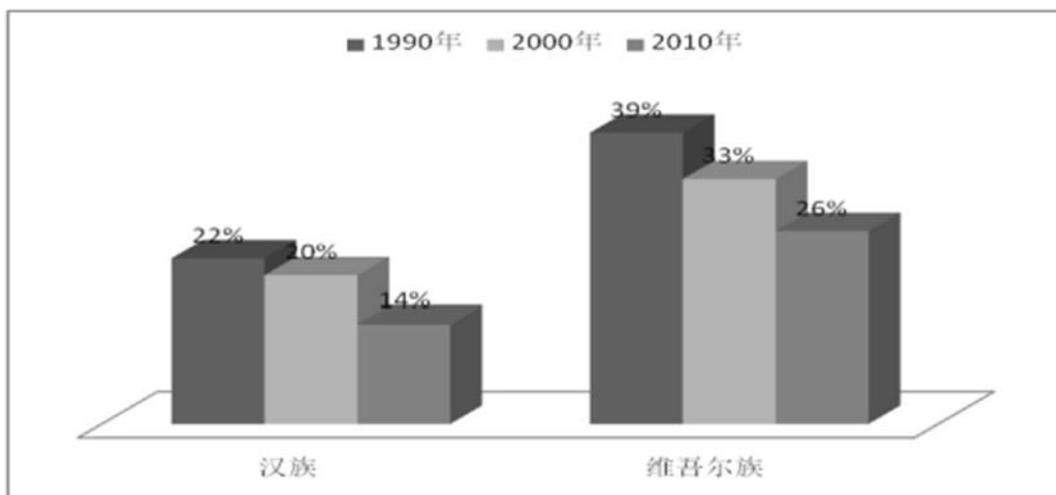


图 3、新疆维吾尔族、汉族 0-14 岁少年儿童人口比重变化
资料来源：根据 1990 年、2000 年、2010 年人口普查数据

Figure 3 : Evolution de la proportion des enfants de 0 à 14 ans dans la population Han et Ouïghoure (1990, 2000 et 2010)

3 L'influence des mesures démographiques sur la structure de la population du Xinjiang.

Comme je le disais dans l'introduction, les aspects qui retiennent le plus l'attention dans le développement de la population du Xinjiang sont d'une part, le problème de la croissance démographique trop rapide des minorités et d'autre part, le problème de la composition ethnique de la population, c'est-à-dire le fait que la population Han croît de façon lente et que l'écart numérique avec la population des minorités ne cesse de se creuser. Au sud du Xinjiang, la différence entre le rythme de croissance de la population han et celle des minorités a rendu le problème de la structure de la population plus visible.

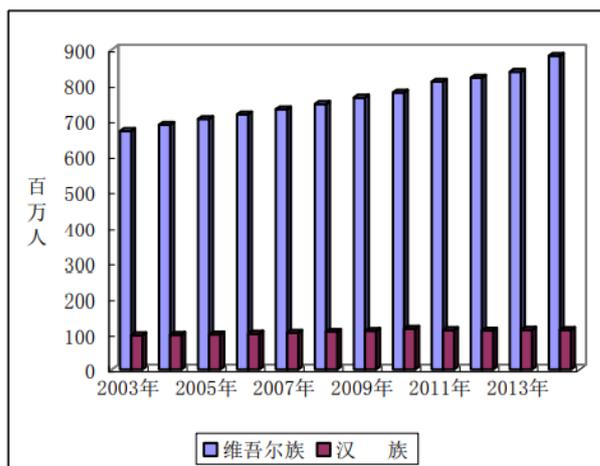


图 3、南疆四地州及阿拉尔市、图木舒克市维汉两族人口变化示意图
数据来源：2010 年数据为第六次人口普查数据，其他年代数据源自《新疆统计年鉴》，基本为公安年报数据。

Figure 3 (sic) Evolution de la population Han et Ouïghoure dans les quatre préfectures du Sud du Xinjiang et dans les villes d'Aral et de Tumushuke

Dans la structure de la population du Xinjiang, l'écart absolu de la population des minorités a toujours existé mais de manière générale, depuis la fondation de la nouvelle Chine, il y a eu un grand changement. Dans les préfectures d'Aksou, de Kashgar et de Hotan, la part des Hans dans l'ensemble de la population est passée de 0,21% en 1944 à 12,92% en 2010. Ces dernières années, la croissance de la population Han du Sud du Xinjiang a visiblement ralenti et a même connu des années de croissance négative ; la population ouïghour quant à elle, en raison de sa croissance naturelle plutôt haute et de sa plus grande base numérique, a connu une accélération de la croissance démographique et une plus grande augmentation de la population (Voir figure 3). De 2003 à 2014, dans les quatre préfectures du sud du Xinjiang (y compris les villes d'Aral et Tumushuke ²), la population ouïghour a augmenté chaque année de 110 000 à 180 000 habitants, alors que la population han a augmenté d'un peu plus de 9000 habitants de 2004 à 2005 et que de 2006 à 2009, elle a augmentée chaque année de 20 000 à 30 000 personnes alors qu'en 2012 et 2014, elle a connu deux fois la croissance négative, une diminution de 11 600 et 2600 personnes respectivement.

La population du Sud du Xinjiang peut être considérée comme problématique principalement sous deux aspects, d'abord, le développement rapide de la population entraîne un accroissement

² Administrées par le Bingtuan

numérique important de la population, ce qui renforce le problème posé par l'insuffisance des ressources en eau et en terre et par l'affaiblissement de l'environnement naturel. Ensuite parce que la trop grande différence numérique entre les Hans et les Ouïghours constitue potentiellement un risque politique plus important. Principalement pour les raisons suivantes : (1) la croissance rapide de la population ouïghour et leur importance numérique renforce le caractère mono-ethnique du sud du Xinjiang et son caractère mono-religieux est renforcé. L'accumulation des caractéristiques locales, ethniques, religieuses et même la pauvreté renforce l'identification ethnique et locale et diminue l'identification à l'état et au gouvernement central. (2) Dans des zones de peuplement mono-culturel où l'atmosphère religieuse est profonde, la population subit facilement l'influence de l'extrémisme religieux et rejette l'autorité séculière et organise même des activités terroristes au nom de la « guerre sainte » ; (3) Comme les occasions de contact avec les autres ethnies sont réduites, la population a tendance à devenir fermée et conservatrice et subit facilement le rejet voire la haine contre les han que lui instillent des personnes mal intentionnées. (4) Dans les endroits où les Ouïghours vivent regroupés, les signes de la culture traditionnelle sont omniprésents et l'influence de la culture contemporaine est faible. La population a un niveau d'éducation bas et son niveau de mandarin l'est aussi, trouver un emploi élevé est difficile, les niveaux de revenu sont bas, ce qui entraîne une position sociale basse généralisée, un développement social insuffisant et de nombreux problèmes sociaux. Pour cela, les théories relatives à l'idée que le problème de la structure de la population du Sud du Xinjiang a une influence sur la stabilité sociale ou même qu'elle est l'une des sources de tous les problèmes du Xinjiang sont nombreuses, le point de vue selon lequel la composition ethnique de la population du sud du Xinjiang doit être ajustée de toute urgence est sans cesse réaffirmé et des méthodes pour y parvenir sont proposées. L'auteur donne ici quelques informations à ce sujet.

(1) La difficulté pour ajuster les politiques de contrôle de la population des minorités est grande. Il faut s'assurer que les politiques sont appliquées et éliminer les naissances hors planning.

On explique de différentes façons le fait que l'Etat ait appliqué des politiques de planning familial plus souples vis-à-vis des minorités : Certains pensent que c'est pour respecter les coutumes des minorités en matière de mariage, d'autres que comme les minorités étaient numériquement moins nombreuses, l'Etat a voulu faire preuve d'attention et de soin vis-à-vis du développement de leur population ou encore que ces politiques ont eu pour base le fait que l'offre de soins de santé était faible dans les zones des minorités, ce qui avait pour conséquence un taux de natalité et un taux de survie à la naissance relativement bas. Si l'on examine ces pratiques du point de vue de la pratique, la relative souplesse des politiques a permis de diminuer quelque peu la résistance chez les minorités à des politiques de contrôle de la population mise en œuvre entièrement par le gouvernement mais a aussi eu pour conséquence de retarder relativement le travail de contrôle de la population, ce qui a multiplié les effets négatifs d'une croissance démographique trop rapide comme par exemple, l'augmentation de la pression sur les ressources et l'environnement du Xinjiang, des difficultés d'accès à l'emploi pour la population active, la formation de zones pauvres en raison des sources de revenus limitées, l'augmentation du sentiment d'insatisfaction dans la société avec pour conséquence la formation d'un terrain propice à l'extrémisme et au séparatisme nationaliste etc. Le contrôle de l'augmentation rapide de la population est un choix indispensable mais le fait d'avoir adopté des politiques plus souples a des bases historiques et culturelles et sur le plan de la politique de contrôle démographique, l'Etat est en train de procéder à des ajustements, espérer réduire les quotas de naissance des minorités n'est donc pas réaliste, la clé est de bien mettre en œuvre les politiques en vigueur. Des ajustements limités sont praticables comme renforcer les limitations de naissance supplémentaire pour les familles issues d'un remariage ou augmenter le contrôle de l'écart séparant les naissances ou élever l'âge légal du mariage. En 2016, l'instauration de 15 années d'enseignement gratuit a été fondamentalement réalisée et dans

tous les endroits on a exigé que les élèves diplômés du collège poursuivent leurs études au lycée ou dans l'enseignement professionnel, ce qui a fait reculer l'âge du premier mariage.

(2) Le contrôle des naissances de la population Han doit continuer à être exercé selon les normes locales mais cela aura une influence limitée sur la croissance de la population Han.

La croissance naturelle de la population Han du sud du Xinjiang subit l'influence des politiques de planning familial et du désir d'enfants des parents. Comme la pression du travail est grande et qu'élever un enfant coûte cher, de nombreux résidents Hans n'ont pas une envie très forte d'avoir des enfants à quoi il faut ajouter le fait que la population han présente actuellement dans le sud du Xinjiang est faible, ce qui signifie que l'assouplissement des mesures de contrôle des naissances ne permettra pas obligatoirement d'atteindre les prévisions de croissance démographique. En 2012, les règles locales en matière de planning familial ont été harmonisées dans les quatre préfectures du sud du Xinjiang. En 2015, dans le xian de Moyu, la population Han était de 4677 personnes (sans compter les membres du Bingtuan), parmi lesquelles on comptait 744 femmes en âge d'enfanter. De mai 2012 à mai 2015, 191 couples han ont fait les démarches pour avoir deux enfants et 106 couples qui avaient déjà un enfant en attendaient un autre, pour un taux de natalité moyen de 0,05‰, ce qui représentait une augmentation de 0,03‰ par rapport à la période précédant l'harmonisation des règles. Si les populations Han ont bien accueilli l'harmonisation des règles comme une marque de traitement égalitaire au niveau de la politique de natalité entre les ethnies, elle a perdu fortement de son attractivité en raison de la généralisation de l'autorisation du deuxième enfant au niveau national. En même temps, la population han du sud du Xinjiang s'effrite sans cesse. Quand les enfants des familles Han obtiennent le bac et entrent dans des institutions d'enseignement supérieur situé à l'intérieur, la majorité ne revient pas travailler au sud du Xinjiang. D'après les estimations des services compétents de Hotan, moins de 30 % des étudiants de la préfecture admis par des établissements d'enseignement supérieur de l'intérieur revenaient au Xinjiang après leurs études. Après leur retraite, les parents vont en grand nombre s'installer dans les endroits où leurs enfants se sont installés et il est fréquent de constater que des personnes encore domiciliés au Xinjiang n'y vivent en réalité plus.

(3) L'émigration de travail est difficile à organiser et les obstacles pratiques sont nombreux.

Organiser une émigration de taille conséquente depuis une région est une manière rapide d'ajuster la structure de sa population. Pour le moment, il est difficile de faire partir à l'extérieur la population du sud du Xinjiang ou d'y faire venir une population extérieure. Depuis de nombreuses années, une partie de la population active du sud du Xinjiang issue des minorités va chercher du travail dans les provinces de l'intérieur ou au nord du Xinjiang mais avec l'aggravation et la complexité de la situation de la stabilité sociale du sud du Xinjiang depuis quelques années, le déplacement de force de travail est devenu de plus en plus difficile et dans tous les endroits, le contrôle voire les restrictions vis-à-vis de l'émigration venue du Xinjiang se sont renforcés, à quoi s'ajoutent les problèmes des ouïghours du sud du Xinjiang au niveau de la langue, des différences culturelles, des caractéristiques de groupe, de la difficulté de l'encadrement et de la difficulté à intégrer la vie urbaine etc. ce qui rend les obstacles à l'émigration importants. Les encouragements du gouvernement à une émigration ordonnée et les politiques d'encadrement seront difficilement suffisants pour provoquer un changement de grande ampleur.

L'évolution de la population Han du sud du Xinjiang est tributaire dans une large mesure de l'immigration et l'immigration volontaire dépend de l'attractivité de l'endroit. L'espace d'activité économique du sud du Xinjiang attire chaque année un nombre important de personnes de l'intérieur qui viennent volontairement chercher un développement au sud du Xinjiang, mais l'environnement d'investissement, la sécurité de l'environnement de vie et de production est visiblement très

importante pour les résidents han. De manière générale, les dimensions de l'immigration han sont limitées et sa stabilité n'est pas bonne. Parvenir à une immigration significative de population han vers le sud du Xinjiang repose sur plusieurs éléments : premièrement l'assurance de revenus stables, deuxièmement ne pas être dommageable aux intérêts de la population déjà résidente, troisièmement, ne pas être dommageable à l'environnement écologique. La surface de terres nationalisées du xian de Moyu est de 25 600 kilomètres carrés mais la surface favorable à la culture, aux plantations forestières ou à l'élevage ne représente qu'environ 1,4% et les oasis et les plaines où l'installation humaine est possible seulement 5,9%. En 2013, la densité de population du xian de Moyu était de 21,2 personnes par kilomètre carré, bien supérieure au standard de 9 personnes par kilomètre carré fixé par l'ONU pour les zones arides ou semi-arides, la densité de population dans les oasis étant de 362 personnes par kilomètre carré. Du 10^{ème} au 12^{ème} plan quinquennal, la surface cultivée du Xian a augmenté de 11 400 mu mais la surface arable disponible en moyenne est passée de 1,28 mu à 0,9 mu. Les ressources en eau disponible par habitant pour l'ensemble du Xian sont en moyenne de 1945 mètres cubes (par rapport à la moyenne nationale de 2200 mètres cube), une réduction de 624 mètres cube par personnes par rapport à 2005, soit une diminution d'environ 24%. Dans ce type d'environnement, n'importe quel projet de développement qui implique l'exploitation des ressources en eau et en terre demande une évaluation rigoureuse et scientifique en amont. Actuellement, les possibilités techniques d'exploitation des ressources en eau et en terre et l'environnement naturel du sud du Xinjiang sont limitées et empêchent de grands mouvements de population.

En conclusion, pour régler le problème démographique du Xinjiang, y compris au niveau de la croissance de la population que de sa structure, le contrôle et l'ajustement des politiques jouent un rôle important mais le développement social et la croissance de la population ont leurs règles propres et l'efficacité de l'ajustement des politiques doit être adapté aux réalités sociales du terrain pour pouvoir être réelle. D'après la situation actuelle, maintenir les politiques de planning familial et s'assurer de leur mise en œuvre efficace peut permettre de résoudre le problème de la croissance trop rapide de la population des minorités. Ajuster la composition ethnique de la population est très difficile et ne peut se faire tout d'abord qu'en continuant à respecter le principe « des mêmes règles pour un même endroit » pour contrôler la population, mais ne peut se baser au niveau des concepts de gestion sur la distinction entre des groupes sociaux fiables et des groupes sociaux non-fiables, c'est pourquoi l'amélioration générale du niveau d'éducation de l'ensemble de la population est une méthode praticable pour améliorer la structure de la population. Enfin, le gouvernement doit garantir aux résidents un cadre de vie social sûr et agréable et garantir les possibilités légales de mobilités de tous les résidents quel que soit leur ethnie. Seule la mobilité de la population pourra permettre de faire progresser une situation bloquée.